

# ASSEMBLEE GENERALE



SEANCE PLENIERE

CINQUIEME SESSION

Mercredi 13 décembre 1950, à 15 heures

Documents officiels

Flushing Meadow, New-York

## SOMMAIRE

	Page
Contrôle international de l'énergie atomique ( <i>fin</i> ) .....	707.

Président: M. Nasrollah ENTEZAM (Iran).

## Contrôle international de l'énergie atomique (*fin*)

[Point 26 de l'ordre du jour]

1. Sir Gladwyn JEBB (Royaume-Uni) (*traduit de l'anglais*): Le Royaume-Uni est l'un des auteurs du projet de résolution en discussion [A/1668 et Corr.1]. Nous sommes extrêmement désireux, comme le sont certainement tous ou, du moins, presque tous les Etats Membres, que rien ne soit négligé qui puisse nous rapprocher d'un accord en matière de contrôle de l'énergie atomique et de réglementation et réduction des armements de type classique. La menace d'une guerre atomique qui pèse aujourd'hui sur le monde provoque chez tous les peuples un sentiment d'horreur. De plus, il nous déplaît de devoir consacrer un pourcentage aussi élevé de notre budget national à accroître nos forces armées et à accumuler des armements dits de type classique. L'expérience de la dernière guerre, si récente et dont nous ne nous souvenons encore que trop bien, nous a montré quelles destructions et quelles souffrances ces armements de type classique peuvent entraîner; il y a tout lieu de craindre qu'une autre guerre mondiale, même s'il n'était pas fait usage des armes atomiques, ne soit plus terrible encore et ne menace les fondements mêmes de la civilisation humaine.

2. Nul ne saurait, par conséquent, mettre en doute notre désir sincère, qui est celui de tout homme sensé, de parvenir à un accord qui soumette l'énergie atomique à un contrôle efficace assurant l'interdiction des armes atomiques et prévoie des mesures de réglementation et de réduction des armements de type classique, non moins essentielles au maintien de la paix et de la sécurité dans le monde.

3. Je dois cependant reconnaître que les perspectives immédiates d'accord dans le domaine de l'énergie atomique ou de désarmement me semblent très incertaines; ce serait, à mon avis, tromper les peuples du monde que d'adopter ici, au sein de l'Organisation des Nations Unies, une résolution qui passerait sous silence les réalités de la situation, si fâcheuses qu'elles soient, et ferait entrevoir une solution prochaine du problème alors que nous savons que tout accord dans ce domaine suppose un minimum de confiance et de coopération

internationales qui n'existe pas aujourd'hui dans le monde.

4. Si nous disons que nous n'espérons guère, pour l'instant, pouvoir réaliser de véritables progrès dans ce domaine, l'on verra peut-être dans nos paroles, je m'en rends compte, un aveu d'impuissance de notre part. Pourtant, quelle autre solution pouvons-nous adopter? Elaborer une formule qui donnerait au monde l'impression d'une action positive dans ce domaine alors qu'en fait, elle ne contribuerait en rien à préserver l'humanité de la menace d'une nouvelle guerre et pourrait, au contraire, augmenter les dangers d'agression? Il n'est que trop facile d'élaborer des mots d'ordre comme, par exemple, celui qui réclame la "mise hors la loi de la bombe atomique". Nous savons tous que la propagande soviétique s'efforce d'exploiter de cette façon le désir sincère des peuples du monde entier d'écarter la menace de cette arme terrible. Mais quelle valeur pouvons-nous attacher aux assurances que donne la délégation de l'URSS concernant les intentions pacifiques de son gouvernement et son désir d'arriver à un accord dans le domaine de l'énergie atomique, alors qu'elle continue de rejeter le seul plan de contrôle efficace de l'énergie atomique et d'interdiction des armes atomiques qui ait été élaboré jusqu'ici?

5. Je n'ai pas l'intention de revenir sur tout ce qui a déjà été dit. La question a été longuement discutée lors de la dernière session de l'Assemblée, et, selon moi, la déclaration présentée par les cinq Puissances le 25 octobre 1949<sup>1</sup>, donne des deux points de vue en présence la meilleure analyse qui ait été faite. Je crois, en effet, que la situation ne s'est guère modifiée depuis lors. En d'autres termes, nous restons fidèles au plan de contrôle approuvé par l'Assemblée en 1948 [résolution 191 (III)], alors que l'URSS revient sans cesse aux propositions présentées par elle en 1946<sup>2</sup> et 1947<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Voir les Documents officiels de l'Assemblée générale, Quatrième session, Supplément No 15.

<sup>2</sup> Voir les Procès-verbaux officiels de la Commission de l'énergie atomique, Troisième année, Supplément spécial, annexe 3, section A.

<sup>3</sup> Ibid., annexe 3, sections B et C.

Ces propositions ont été jugées insuffisantes à l'époque et, bien qu'elles aient été examinées depuis à maintes reprises, elles sont toujours jugées insuffisantes. Du reste, rien de ce qu'a dit M. Vychinsky cette année [321<sup>ème</sup> séance] ou l'année dernière n'indique que son gouvernement serait prêt à accepter un contrôle international qui soit efficace et obligatoire, non seulement dans le cas des pays démocratiques mais également dans celui de l'Union soviétique.

6. Il ne suffit pas que M. Vychinsky, répétant ce qu'il a dit à maintes reprises dans le passé, rejette toute la responsabilité sur les capitalistes américains. Il est exact que la fabrication de la bombe atomique est confiée, aux Etats-Unis, à des entreprises privées, mais cela n'a aucun rapport avec le véritable problème, lequel peut se définir ainsi : en l'absence d'un contrôle international accepté par tous, il est indispensable de poursuivre la fabrication de la bombe atomique, non pas à des fins de profit, mais pour assurer la défense du monde libre contre l'agression.

7. Pour résoudre toutes nos difficultés, M. Vychinsky ne nous propose, semble-t-il, d'autre solution que celle qui consisterait à remplacer le régime américain de la libre entreprise par un système plaçant l'économie américaine sous le contrôle d'un organe composé d'un petit nombre de personnes qui seraient remplacées de temps à autre, à la suite de mesures d'épuration entraînant une série d'assassinats juridiques. Certes, il est loisible à M. Vychinsky, qui a joué un rôle si éminent sous un régime de ce genre, d'en défendre les mérites, mais il est extrêmement douteux que le peuple américain, pour sa part, l'estime préférable au système qui est actuellement en vigueur aux Etats-Unis. D'ailleurs, même si le régime communiste de M. Vychinsky était instauré aux Etats-Unis, il n'est nullement prouvé que le nouveau gouvernement américain ne créerait pas quelque monopole plus vaste encore qui pourrait constituer une menace réelle pour la paix du monde. En fait, ce genre d'argumentation est sans valeur et n'a d'autre objet que de détourner l'attention publique de la véritable question.

8. D'autre part, que devons-nous penser de l'argument selon lequel la bombe atomique doit être immédiatement mise hors la loi en raison de ses effets épouvantables, alors que le représentant de l'URSS affirme, au même moment, que la bombe n'a que très peu de valeur du point de vue militaire? Que penser aussi de l'argument selon lequel l'Union soviétique, à la différence du monde capitaliste bien entendu, n'utilise l'énergie atomique qu'à des fins pacifiques alors que le Gouvernement de l'URSS a déclaré qu'en cas de guerre, il serait à même d'utiliser la bombe atomique avec une extrême efficacité?

9. Je voudrais demander à ce propos combien d'autres montagnes ont été déplacées par le Gouvernement de l'Union soviétique depuis que M. Vychinsky a fait, l'année dernière, une déclaration sur cette même question? L'érection d'une nouvelle chaîne de montagnes en Asie centrale serait-elle venue améliorer le niveau de vie des peuples soviétiques? Il s'agit là de questions au sujet desquelles nous souhaiterions fort recevoir une réponse. Pourtant, M. Vychinsky ne nous a rien dit à ce sujet, ce qui semblerait indiquer, à mon avis, que les faibles quantités d'uranium que le Gouverne-

ment de l'Union soviétique a pu arracher à l'Allemagne ou à la Tchécoslovaquie ont été utilisées à des fins bien différentes.

10. Que penser enfin de l'idée centrale, autour de laquelle le représentant de l'URSS a construit, cette année comme les années précédentes, toute son argumentation, et qui peut se ramener à ceci : le contrôle international est essentiel, mais la souveraineté nationale doit, en toutes circonstances, rester intacte.

11. En fait, étant donné toutes ces contradictions, M. Vychinsky est assez mal venu à parler des contradictions capitalistes. Les contradictions communistes de M. Vychinsky sont si stupéfiantes que l'on ne peut qu'espérer qu'elles seront percées à jour par les fidèles jusque dans la Mongolie extérieure.

12. La déclaration de M. Vychinsky, à moins que je ne l'aie mal comprise, ne contenait qu'un seul élément nouveau. Il a cherché à insinuer que la bombe atomique fabriquée aux Etats-Unis était destinée uniquement aux peuples asiatiques, ces derniers comprenant vraisemblablement, dans l'esprit de M. Vychinsky, les peuples de l'Asie autres que ceux de l'Union soviétique. Il est bien évident que ces insinuations malveillantes n'avaient d'autre but que de faire naître de l'hostilité entre les peuples de l'Occident et ceux de l'Asie et, notamment, de susciter de l'inquiétude et du découragement à Pékin.

13. Notre position en cette affaire est, par conséquent, diamétralement opposée à celle de M. Vychinsky, puisque nous restons fidèles au plan de contrôle de l'énergie atomique adopté par la majorité, alors que l'Union soviétique rejette ce plan et s'en tient à ses propositions de 1946 et 1947.

14. Il se trouve, semble-t-il, des gens pour estimer que, dans ces circonstances, c'est aux Puissances occidentales qu'il appartient de faire des concessions. Serait-ce parce que, dans le passé, ces Puissances se sont si souvent montrées disposées à transiger dans l'espoir de parvenir à un accord avec l'Union soviétique, alors que cette dernière a, presque toujours, maintenu inflexiblement son propre point de vue et a refusé de faire la moindre concession à la volonté de la majorité? Il en est aussi qui disent que le plan de la majorité est trop strict et trop compliqué et que l'on pourrait, sans danger, supprimer ou assouplir bon nombre de ses dispositions. Je souhaiterais, pour ma part, qu'il en fût ainsi. Sans prétendre, certes, que le plan de la majorité soit le meilleur qui puisse être élaboré dans ce domaine, nous soutenons que c'est le plan le plus satisfaisant qui ait été établi à ce jour et que nous ne pouvons y renoncer tant que l'on ne nous aura pas offert de plan que nous jugions meilleur.

15. Peut-être ne doit-on pas s'étonner que, alors que nous nous trouvons dans une impasse en apparence sans issue dans un domaine aussi important que celui de l'énergie atomique, l'on en vienne à suggérer l'adoption d'une solution provisoire, la conclusion d'un accord temporaire ou armistice, qui soit de nature à arrêter la course aux armements atomiques. Nous nous prononcerions sans aucune réserve en faveur d'une telle proposition si nous pouvions être sûrs, ou si tout au moins nous avions des raisons suffisantes de croire qu'une telle solution mettrait réellement fin à la fabri-

cation des armes atomiques d'un côté comme de l'autre, et non d'un côté seulement. Mais, supposons que nous acceptions un plan dont l'exécution dépendrait entièrement de la bonne volonté des nations intéressées, au lieu d'un système absolument sûr de contrôle international. Connaissant l'attitude adoptée par l'Union soviétique depuis 1945, sachant que, dans le cadre du régime soviétique, l'activité gouvernementale a un caractère secret et que les pays situés derrière le rideau de fer bannissent tout contact et toute communication avec l'étranger, quelle confiance pourrions-nous attacher aux assurances du Gouvernement de l'URSS, même s'il promettait de détruire immédiatement toutes les bombes atomiques en sa possession et de s'abstenir à l'avenir de fabriquer de tels engins?

16. En août 1939, à la suite de la conclusion du traité entre l'Allemagne nazie et l'Union soviétique, Hitler aurait dit: "Maintenant, je tiens le monde en mon pouvoir." Il se peut bien qu'il l'ait dit, car les événements ont été tout près de lui donner raison. De même, il est permis de penser que, si nous acceptions un plan tendant à l'interdiction immédiate des armes atomiques et à la destruction des réserves de bombes sans avoir la certitude que l'Union soviétique s'y conformerait également, Staline pourrait dire, lui aussi, et non sans raison: "Maintenant, je tiens le monde en mon pouvoir."

17. Nous devons donc poursuivre nos efforts et insister pour faire adopter un plan de contrôle international dans lequel nous puissions tous avoir confiance. L'avenir immédiat peut ne pas sembler très prometteur, mais, avec du temps et de la patience, il n'est pas de problème mondial qui doive s'avérer insoluble. Pour notre part, nous sommes toujours prêts à procéder à de nouvelles consultations ou négociations pour peu qu'elles offrent une chance, si minime soit-elle, de nous rapprocher d'un véritable règlement de la question.

18. Le présent projet de résolution offre, à notre avis, une possibilité de ce genre, possibilité bien faible sans doute, mais réelle. Jusqu'ici, en effet, les travaux sur l'énergie atomique et le désarmement se sont poursuivis au sein de deux commissions différentes. A notre avis, une telle procédure n'était pas injustifiée, étant donné que le contrôle de l'énergie atomique pose des problèmes très particuliers qui diffèrent, en nature et en degré, des problèmes relatifs aux armements de type classique. Nous persistons donc à croire que les deux problèmes doivent être traités de manière différente et il ne saurait être question, à notre avis, de faire table rase du travail effectué jusqu'ici, dans l'espoir de pouvoir élaborer quelque nouveau plan d'ensemble applicable, sans distinction, dans l'un et l'autre domaine. Cependant, bien que le problème de l'énergie atomique et celui des armements de type classique exigent peut-être un traitement différent, il n'en reste pas moins que les deux questions sont étroitement liées.

19. Même au cas où un accord interviendrait qui interdirait efficacement la fabrication et l'utilisation des armes atomiques, la menace d'un conflit n'en subsisterait pas moins, aussi longtemps que de vastes armées seraient mobilisées et entraînées, et la guerre, si elle

éclatait, serait seulement rendue un peu moins meurtrière par l'absence d'armes atomiques.

20. Il s'ensuit que, si nous voulons que la paix du monde repose sur des bases solides, nous devons élaborer et appliquer, dans le cas de l'énergie atomique comme dans celui des armements de type classique, des systèmes de contrôle efficaces et coordonner étroitement les méthodes et les étapes de la mise en vigueur des contrôles.

21. Cet aspect particulier de la question n'a pas fait l'objet d'une étude très détaillée dans le passé et l'œuvre du futur comité pourrait donc être d'une grande utilité. La tâche confiée au comité est relativement modeste mais, dans les circonstances actuelles, il semble qu'il soit plus prudent et plus honnête d'agir ainsi.

22. Nous rendrions, en effet, un fort mauvais service aux peuples du monde, si nous leur promettions plus que nous ne pouvons effectivement réaliser à l'heure actuelle. Le monde libre résiste, en ce moment, à une agression en Corée et nous avons, comme tâche immédiate, à renforcer encore les défenses du monde libre contre toute possibilité, ou toute menace d'agression dans l'avenir. En même temps, nous ne devons ni renoncer à l'espoir d'un accord, ni relâcher nos efforts dans ce sens.

23. C'est conformément à ces principes que ma délégation appuiera le projet de résolution commun; nous espérons qu'il sera approuvé par la grande majorité de l'Assemblée.

24. M. KATZ-SUCHY (Pologne) (*traduit de l'anglais*): Il est évident que les conditions dans lesquelles nous discutons maintenant la question du contrôle de l'énergie atomique et des armes atomiques sont quelque peu différentes de ce que bon nombre d'entre nous croyaient qu'elles seraient, lorsqu'il a été décidé [285ème séance] de ne pas examiner cette question en commission et d'en saisir directement l'Assemblée générale. A cette époque, nous savions tous parfaitement qu'il ne s'agissait pas d'une question théorique ou technique, mais du problème du contrôle d'une arme dont les effroyables possibilités de destruction ont été déjà démontrées à Nagasaki et à Hiroshima, si inutilement d'ailleurs. Nous savions déjà qu'il s'agissait d'un moyen d'extermination en masse des populations dont l'emploi avait déjà bouleversé la conscience du monde. Il apparaissait déjà nettement qu'il n'était pas besoin d'un système compliqué d'interprétation simultanée pour nous faire comprendre l'appel émouvant et puissant qui s'élevait de l'humanité pour demander que les Nations Unies agissent immédiatement et d'une façon décisive, afin d'abolir à tout jamais la menace des armes atomiques.

25. Mais on ne comprenait pas assez bien l'importance et le caractère permanent du problème devant lequel nous nous trouvons. Depuis cette époque, de nouveaux événements se sont produits et de nouvelles menaces se sont précisées qui posent ce problème devant l'humanité dans toute sa terrible réalité et soulignent ainsi son caractère permanent et son extrême importance. Il est manifeste, en effet, que la déclaration du président Truman, suivant laquelle l'emploi de la bombe atomique reste l'objet d'un examen actif, ouvre une nouvelle phase de la menace de guerre atomi-

que qui pèse sur le monde depuis plusieurs années. Nous assistons, depuis quelques années, au spectacle barbare de fauteurs de guerre, appartenant à des milieux officiels et à des milieux privés, qui demandent l'emploi immédiat de l'arme atomique contre l'URSS. Depuis quelques mois, nous entendons ces mêmes fauteurs de guerre demander que l'arme atomique soit utilisée pour servir les buts de l'agression américaine en Corée et, depuis quelques semaines, nous les entendons réclamer d'une façon de plus en plus pressante que cette arme de destruction en masse soit immédiatement utilisée contre l'Union soviétique, contre la République populaire de Chine et contre la République populaire de Corée.

26. Toutefois, le jeudi 30 novembre dernier, il est apparu clairement que les cris de ces fauteurs de guerre n'étaient pas les vains hurlements d'une bande de loups. Ce jour-là, détruisant la fiction suivant laquelle les forces placées sous le commandement du général MacArthur seraient des forces des Nations Unies, — en déclarant que les Etats-Unis s'estiment libres d'employer la bombe atomique sans procéder à des consultations — et méconnaissant la résolution 1 (I) adoptée par l'Assemblée générale le 24 janvier 1946 par laquelle, en fait, les Nations Unies interdisaient l'emploi de la bombe atomique, le Président des Etats-Unis déclarait ouvertement qu'ayant le doigt sur la gâchette, il n'hésiterait pas à tirer lorsque bon lui semblerait.

27. Nous savons tous quelle vague de protestations horrifiées cette déclaration a soulevée. Ce fut une vague d'horreur, d'indignation et de colère dont les répercussions se sont fait sentir dans notre Organisation. Il ne faut pas se faire d'illusions: la réaction de l'immense majorité de l'humanité à cette intention déclarée d'utiliser la bombe atomique est qu'une telle action est considérée comme immorale, inhumaine et inadmissible. La vérité de ce que j'avance est démontrée notamment par la déclaration de près de deux cents membres du Parlement britannique, appartenant au Parti travailliste, qui ont demandé que les troupes britanniques soient retirées de Corée dans le cas où la bombe atomique serait employée, et aussi par le fait que le Gouvernement français a autorisé la publication d'une déclaration selon laquelle les objectifs en Corée ne sont pas suffisamment importants pour justifier l'emploi de la bombe atomique.

28. Les quatre années — et plus — consacrées à la discussion de cette question et rendues stériles par l'intransigeance résolue des Etats-Unis, appuyée par la majorité, ont donc abouti aux résultats suivants: l'Organisation se trouve maintenant placée par l'immense majorité de l'humanité devant un dilemme. Ou bien l'Organisation prendra des mesures précises pour écarter le fléau de la guerre atomique ou bien elle perdra le prestige moral qu'elle conserve encore aux yeux des peuples du monde. Ou bien elle abandonnera la position immorale et intenable dans laquelle les Etats-Unis l'ont placée, ou bien elle prendra la responsabilité des conséquences inévitables de la juste colère des peuples contre ceux qui, les premiers, emploieront cet instrument d'agression et d'extermination en masse ou qui, par leur silence et leur passivité, acquiesceront à son emploi.

29. On ne saurait prétendre que la majorité des Membres de cette Organisation n'ont pas été avertis du dilemme qui se pose maintenant pour eux. Lorsque, au mois de mars 1950, le comité permanent du Congrès mondial des Partisans de la paix a publié ce que l'on désigne maintenant sous le nom historique d'Appel de Stockholm, les fauteurs de guerre du monde entier se sont efforcés d'étouffer cet appel et de le tourner en dérision en le dénonçant comme une manœuvre communiste et un nouvel artifice de la propagande soviétique. Mais il a suffi de quelques mois pour réduire à néant cette manœuvre démagogique, car il est apparu de plus en plus nettement que l'Appel de Stockholm est l'expression du plus formidable mouvement des masses en faveur de la paix dans l'histoire de l'humanité.

30. Aucune accusation d'artifice ou de mensonge ne peut faire oublier que 500 millions d'individus — c'est-à-dire presque la moitié de la population adulte du monde — ont apposé leur signature sur un appel qui réclame l'interdiction inconditionnée de l'arme atomique, en tant qu'arme d'agression et d'extermination en masse d'êtres humains, et l'établissement d'un contrôle international efficace pour faire respecter cette interdiction. Aucune accusation d'artifice ou de mensonge ne peut faire oublier que 500 millions d'individus de toutes races et de toutes nationalités, de toutes opinions politiques et de toutes confessions ont apposé leur signature sur un appel qui trace la seule voie équitable et morale où notre Organisation puisse s'engager.

31. Ce mouvement des masses en faveur de la paix, concrétisé dans les signatures apposées sur l'Appel de Stockholm, a trouvé son expression au Congrès mondial des Partisans de la paix qui s'est récemment tenu à Varsovie. A ce congrès, auquel mon pays s'honore d'avoir donné asile, les représentants de près de 800 millions d'individus, dans un appel adressé directement à notre Organisation [A/1660], nous ont demandé à nouveau de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'interdiction inconditionnée des armes atomiques de toute nature et de proclamer notre intention de stigmatiser comme criminel de guerre le gouvernement qui emploierait le premier la bombe atomique ou tout autre moyen de destruction en masse. Un conseil mondial de la paix a été créé pour veiller à ce qu'il soit donné suite à cette demande. Le Congrès mondial des Partisans de la paix, le Conseil mondial de la paix et l'Appel de Stockholm sont la réaction des peuples du monde qui ont attendu en vain que les Nations Unies leur apportent le soutien qu'ils espéraient; ils expriment la volonté de ces peuples de prendre l'initiative de construire eux-mêmes un puissant rempart de la paix, de s'opposer à toute menace d'une guerre de destruction et d'annihilation et d'empêcher l'emploi d'armes destinées à l'extermination en masse d'êtres humains.

32. On ne peut donc prétendre, je le répète, que la plupart des Membres de notre Organisation n'ont pas été prévenus qu'une déclaration comme celle qu'a faite

le Président des Etats-Unis amènerait, non seulement les signataires de l'Appel de Stockholm, mais encore toute l'humanité, à réclamer que les Nations Unies prennent immédiatement les mesures nécessaires pour interdire l'emploi envisagé des armes atomiques.

33. Les Membres de notre Organisation doivent se poser la question que se pose le monde entier. Pour quelles raisons les Nations Unies, après avoir discuté du problème pendant quatre ans, n'ont-elles encore pris aucune mesure pour établir un contrôle efficace de l'énergie atomique, pour interdire la guerre atomique, pour détruire les réserves actuelles d'armes atomiques et pour créer ainsi des conditions qui permettent d'exploiter les immenses possibilités de progrès qu'offre la découverte de la fission de l'atome?

34. La plupart des Membres de cette Organisation connaissent bien la réponse à cette question et il leur est de plus en plus difficile de la cacher aux populations de leurs pays. Cette réponse se trouve dans la politique étrangère des Etats-Unis et dans les plans militaires et stratégiques établis pour l'appliquer. C'est là que se trouvent les raisons pour lesquelles les Etats-Unis n'ont pas hésité à s'opposer d'une façon brutale et téméraire, et de toutes les manières, à ce que l'on aboutisse à une solution ou à un compromis. Il est clair que cette politique étrangère vise à servir les folles ambitions des milieux dirigeants des Etats-Unis qui cherchent à imposer au monde la domination des Etats-Unis.

35. Avant même la fin de la guerre contre le fascisme, ces ambitions s'étaient manifestées. La guerre finie, elles se sont exprimées ouvertement dans la politique visant à établir l'hégémonie des Etats-Unis dans le monde et à assujettir à ce pays les économies et les gouvernements des autres pays, à asservir ces pays et leurs populations, et à déclencher une nouvelle guerre.

36. Les Etats-Unis n'ont presque pas souffert de la guerre. Ils en sont sortis avec un formidable appareil économique qu'ils veulent exploiter pour le profit, avec un marché intérieur et extérieur de capitaux qui va en se rétrécissant, une immense puissance militaire et économique à leur disposition, des concurrents impérialistes abattus ou très affaiblis. Les milieux dirigeants des Etats-Unis ont donc estimé le moment propice pour entreprendre la réalisation de leur vieille ambition: établir l'hégémonie des Etats-Unis sur le monde et, afin d'atteindre ce but insensé, étayer la structure branlante du capitalisme mondial en faisant la guerre contre les pays socialistes et en écrasant les mouvements renaissants de libération nationale des populations coloniales.

37. Cela seul explique tous les aspects de la politique étrangère des Etats-Unis après la guerre: le Plan Marshall, qui vise à détruire la souveraineté des pays de l'Europe occidentale et à obliger ces pays à participer aux plans de guerre de Washington; la doctrine Truman, qui se révèle sous son vrai jour dans les destructions qui ont ravagé la Grèce; le Traité de l'Atlantique Nord, qui a été présenté ouvertement comme un pacte de guerre contre l'Union soviétique et contre les démocraties populaires.

38. Ce sont les objectifs ouvertement expansionnistes et agressifs des Etats-Unis qui expliquent l'abandon

délibéré des accords de Yalta et de Potsdam, la renazification et la remilitarisation de l'Allemagne occidentale, la libération des criminels de guerre et la remise au pouvoir des Mitsuis et des Mitsubishi au Japon, l'aide considérable accordée à la clique pourrie et corrompue de Tchiang Kai-chek, l'armement des gouvernements réactionnaires et l'appui donné dans le monde entier à toutes les cliques fascistes. Ce sont ces objectifs agressifs qui expliquent l'augmentation monstrueuse du budget militaire, les préparatifs militaires du Gouvernement des Etats-Unis et l'installation de bases aériennes et navales qui s'étendent, comme une épidémie, à tous les coins du monde que ce gouvernement est en mesure de contrôler par la corruption ou la brutalité.

39. Dès le début, il était clair que, pour satisfaire leurs folles ambitions de domination mondiale, les milieux dirigeants des Etats-Unis n'ont pas compté uniquement sur le dollar, sur leur capacité de production ou sur la fabrication d'armes courantes. A la base de leurs calculs était l'idée que le monopole de la bombe atomique leur donnait la possession exclusive d'une arme toute puissante, d'une force irrésistible, devant laquelle hommes et choses devaient s'incliner. Pour produire l'impression voulue, ils ont organisé les bombardements atomiques de Hiroshima et de Nagasaki où l'emploi de cet instrument de destruction en masse, dont ils pensaient avoir la possession exclusive, a entraîné une perte énorme de vies humaines. Ces milieux dirigeants ont cru pouvoir procéder à des manœuvres d'intimidation et exercer un chantage sur les autres nations et les autres peuples pour les amener à une soumission totale. En cas d'échec, la bombe atomique devait constituer l'arme qui assurerait infailliblement la domination des Etats-Unis sur le monde.

40. Au début, cette idée n'a été exposée que par les éléments impérialistes les plus acharnés qui partaient de l'hypothèse fallacieuse selon laquelle il serait possible, au cours d'une guerre-éclair, de mettre hors de combat tout adversaire éventuel grâce à une escadre de bombardiers porteurs de bombes atomiques et à l'emploi de fusées avec charges atomiques. L'on sait fort bien que cette politique d'intimidation a abouti à un lamentable échec en ce qui concerne l'effet qu'elle devait avoir sur ceux qu'elle visait particulièrement, l'Union soviétique et les démocraties populaires. On ne peut dire cependant que la politique de chantage à la bombe atomique n'a pas permis d'obtenir certains résultats et de remporter certaines victoires à la Pyrrhus. La preuve en est donnée par l'appui que la majorité des Membres de cette Organisation a accordé au Plan Baruch qui est absolument inapplicable et inacceptable. Il n'est pas inutile de revenir brièvement sur le triste historique des discussions de ce plan dont on a dit, cet après-midi encore, qu'il constituait la seule solution possible.

41. On se souviendra qu'au cours de sa première session, l'Assemblée générale a adopté, le 24 janvier 1946, une résolution portant création de la Commission de l'énergie atomique. Pour comprendre les raisons de l'échec auquel la Commission de l'énergie atomique a abouti, il faut remonter jusqu'au 14 juin 1946<sup>4</sup>, date

<sup>4</sup> Voir les *Procès-verbaux officiels de la Commission de l'énergie atomique, Première année, No 1* (première séance).

à laquelle le rapport Baruch a été présenté à la commission. Sur un ton d'un pharisaïsme presque biblique, Bernard Baruch a présenté le plan des Etats-Unis. Dès le début, il était clair que cette proposition tendant à créer un organe chargé du contrôle international de l'énergie atomique avait pour objet d'assurer virtuellement aux Etats-Unis un monopole dans le domaine de l'énergie atomique, monopole que devait garantir le fait que l'organisme international comprendrait, dans un avenir assez proche, une majorité soumise aux ordres des Etats-Unis. Cependant, non content de cela, M. Baruch demandait que l'on supprimât le principe de l'unanimité des grandes Puissances et la souveraineté des nations. Cependant, les questions essentielles de l'interdiction des armes atomiques et de la destruction des stocks existants étaient laissées à la discrétion de la majorité des membres de cet organisme qui pouvait évidemment prolonger sans fin l'accumulation des stocks de bombes des Etats-Unis.

42. Pendant les mois interminables au cours desquels la Commission de l'énergie atomique a discuté de cette question, il est apparu que les Etats-Unis — ainsi que M. Baruch l'a déclaré — adoptant l'attitude "c'est à prendre ou à laisser", n'étaient pas disposés à accepter de compromis sincère.

43. On a sans cesse opposé une fin de non-recevoir catégorique aux efforts répétés que la délégation de l'Union soviétique et ma délégation, qui à l'époque était membre du Conseil de sécurité, ont tentés afin d'aboutir à un compromis. Ainsi, lorsque l'Union soviétique, dans son désir de trouver une solution, a admis la liberté d'inspection de façon que les inspecteurs aient "le droit absolu de libre entrée, sortie et accès... dans, hors et sur le territoire de toutes les nations participantes, sans entraves de la part des autorités nationales ou locales"<sup>5</sup> et que les organes d'inspection exercent leurs fonctions en se conformant "à leur propre règlement qui devra prévoir que, le cas échéant, les décisions seront prises à la majorité des voix"<sup>6</sup>; même alors, dis-je, les Etats-Unis ont refusé d'étudier les possibilités d'accord sur ce point essentiel.

44. Les propositions présentées par l'URSS le 11 juin 1947<sup>7</sup>, développant celles qui avaient été présentées en 1946, comprenaient un plan général de contrôle fondé sur une inspection internationale, ainsi que le schéma d'une organisation de recherches scientifiques dans le domaine de l'énergie atomique. Avant de présenter ce plan, l'Union soviétique, s'efforçant d'aboutir à un compromis, avait accepté que toutes les décisions de la compétence de l'organe de contrôle fussent adoptées à la majorité simple et que, dans le cas de violation, on applique les dispositions de l'Article 51 de la Charte. L'Union soviétique a également admis qu'on accorde aux différents pays des contingents de production et de consommation à tous les stades de la fabrication, depuis l'extraction jusqu'à l'émission d'énergie atomique.

45. Il était évident que la proposition de l'Union soviétique constituait un plan bien conçu permettant d'aboutir à un compromis acceptable qui aurait garanti

les intérêts légitimes de toutes les parties intéressées et qui offrirait par conséquent une base d'accord. Les événements ont montré cependant que les Etats-Unis, pensant disposer du monopole des secrets de l'énergie atomique, étaient résolus à empêcher tout accord. Les Etats-Unis considéraient ce monopole comme une arme essentielle de leur politique de puissance et ils se refusaient à ne plus l'utiliser, soit en temps de guerre, soit en temps de paix, comme arme de pression, de chantage et d'exaction.

46. La délégation des Etats-Unis s'est rendue à la troisième session de l'Assemblée générale, qui s'est tenue à Paris, décidée — et certaine que la majorité des délégations serait disposée à la suivre et à l'aider — à mettre en veilleuse la Commission de l'énergie atomique et à soustraire à l'attention de l'opinion publique mondiale l'un des problèmes les plus essentiels de notre époque, tout en imputant l'échec des négociations à l'URSS. Les Etats-Unis pensaient que cela leur permettrait d'accumuler sans obstacles un stock sans cesse croissant d'armes atomiques et d'acquérir progressivement le contrôle des ressources en uranium du monde entier.

47. La pression exercée par l'opinion publique et le désir ardent que tous les peuples ont de la paix ont fait échec à la réalisation de ces objectifs des Etats-Unis. L'effet produit par l'attitude adoptée à la troisième session de l'Assemblée générale par les représentants de l'URSS, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la RSS de Biélorussie et de la RSS d'Ukraine a été si fort, la réaction des peuples du monde à la proposition de l'Union soviétique préconisant la conclusion immédiate d'un pacte en vue de réduire d'un tiers les armements des grandes Puissances<sup>8</sup> a été si vigoureuse que les Etats-Unis et leurs associés ont dû reculer et renoncer à reléguer la Commission de l'énergie atomique au magasin des accessoires. La résolution visant à suspendre cette commission<sup>9</sup> et les accusations portées contre l'URSS ont été abandonnées. La résolution adoptée en définitive par l'Assemblée générale [résolution 191 (III)], bien que ne permettant pas, dans sa version finale, d'envisager de façon satisfaisante des possibilités d'accord, invitait néanmoins la Commission de l'énergie atomique à reprendre ses travaux et garantissait ainsi, au moins théoriquement, la possibilité, pour les grandes Puissances, de poursuivre les négociations.

48. Sans aucun doute, la discussion qui a eu lieu à Paris a atteint son point culminant quand, pour montrer le désir qu'il avait d'aboutir à un accord, le chef de la délégation de l'Union soviétique, M. Vychinsky a montré au monde combien l'intention de son pays de trouver une solution pour sortir de l'impasse sur la question de l'énergie atomique était sincère.

49. On se rappellera que, pendant tout le débat sur cette question, conformément aux résolutions I (I) et 41 (I) de l'Assemblée générale en date des 24 janvier et 14 décembre 1946, les délégations de l'URSS et de

<sup>5</sup> Ibid., Première année, Supplément spécial, page 18.

<sup>6</sup> Ibid., Troisième année, Supplément spécial, page 21.

<sup>7</sup> Ibid., page 22.

<sup>8</sup> Voir les Documents officiels de l'Assemblée générale, Troisième session, Première partie, Séances plénières, page 135, et *ibid.*, annexes, document A/723.

<sup>9</sup> Voir les Procès-verbaux officiels du Conseil de sécurité, Troisième année, Nos 83 et 88.

la Pologne ont demandé, au Conseil de sécurité, que, dans le règlement de la question du contrôle de l'énergie atomique, on accorde priorité à l'adoption d'une convention mettant hors la loi la bombe atomique et ordonnant la destruction des stocks existants. Je considère que le bien-fondé de cette conception est aujourd'hui encore indiscutable; cependant, pour effacer toute possibilité de soupçon qui pourrait subsister et pour faciliter la conclusion de l'accord indispensable, l'Union soviétique a fait savoir qu'elle était disposée à accepter la mise en vigueur simultanée de deux conventions, l'une portant sur le contrôle international et l'autre sur l'interdiction des armes atomiques.

50. Devant une immense vague d'espoir, devant les réactions optimistes du monde entier, les hommes d'Etat responsables qui se préoccupaient sincèrement du règlement pacifique des problèmes internationaux essentiels attendaient que les Etats-Unis fissent le geste suivant, mais les déclarations de ces hommes d'Etat ont montré qu'ils ne savent pas quels sont les véritables objectifs visés par les dirigeants des milieux d'affaires, des milieux militaires et politiques américains. La réponse a été un "non" retentissant, et l'on n'a pas accordé au peuple américain, soumis au déchaînement d'hystérie qui va de pair avec la chasse aux sorciers espions, la moindre possibilité d'étudier l'attitude de l'Union soviétique. La manière sèche et sommaire dont le Gouvernement des Etats-Unis a opposé une fin de non-recevoir à cette proposition, la façon superficielle dont la presse américaine en a rendu compte, ne laissent guère de doute sur la véritable intention des milieux dirigeants américains qui était de protéger le monopole qu'ils pensaient conserver dans le domaine de l'énergie atomique.

51. Le plan Baruch et la politique d'intimidation et de chantage à la bombe atomique ont subi l'échec le plus cuisant lorsque, entre la troisième et la quatrième session de l'Assemblée générale, un élément nouveau vint modifier la situation, c'est-à-dire, quand le monde apprit que les Etats-Unis ne pouvaient même plus prétendre qu'ils détenaient le monopole de la bombe atomique. Qui plus est, le monde apprit que, au moment même où les Etats-Unis étaient résolus à employer l'énergie atomique à des fins destructives et s'opposaient à toutes les tentatives faites au sein des Nations Unies pour résoudre le problème de l'énergie atomique et de la guerre atomique, l'URSS mettait l'énergie atomique au service des grands travaux d'une reconstruction pacifique.

52. Aucune ironie à bon marché, aucune plaisanterie facile ne peuvent diminuer la signification de ces faits. Le monde apprit que, dans l'Union soviétique, l'énergie atomique servait à exécuter des plans économiques à grande échelle, qu'on l'employait à raser des montagnes, à changer le cours des rivières, à irriguer des déserts, à créer de nouvelles possibilités de vie dans des régions que le pied de l'homme n'avait jamais foulées. Le monde a appris que, sous le régime socialiste de l'Union soviétique, l'énergie atomique était utilisée pour améliorer le bien-être du peuple soviétique et pour faire accomplir à la culture humaine des progrès nouveaux importants.

53. La déclaration du président Truman selon laquelle l'Union soviétique possédait, elle aussi, le secret de

l'énergie atomique et la bombe atomique a eu, on s'en souviendra, l'effet d'une bombe aux Etats-Unis. Le peuple américain qui, par des manœuvres démagogiques, avait été incité à croire que sa sécurité reposait uniquement sur le monopole américain de la bombe atomique, s'est estimé trahi et abandonné. Son arme, la bombe atomique américaine, avait cessé d'être le monopole des Etats-Unis. Son faux sentiment de sécurité avait été détruit. Comment a réagi le gouvernement? Il a donné l'ordre de préparer des bombes plus perfectionnées, c'est-à-dire des bombes qui auraient une puissance destructive plus grande et tueraient plus de gens. La fameuse bombe à hydrogène est née de cette crainte.

54. Il aurait été assez légitime de croire, à l'époque, que le fait que le prétendu monopole américain des armes atomiques s'était révélé illusoire aurait une certaine influence sur la politique étrangère des Etats-Unis et contribuerait à promouvoir le contrôle de l'énergie atomique et l'interdiction universelle et inconditionnée de son emploi à des fins militaires. Les discussions qui ont eu lieu au cours de la quatrième session de l'Assemblée générale<sup>10</sup> ont prouvé qu'il n'en était pas ainsi; elles ont prouvé que, tandis que l'URSS restait fidèle à son attitude en faveur de l'interdiction des armes atomiques, de la destruction des stocks existants et de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques dans le monde entier, les Etats-Unis, eux, réclamaient de façon plus intransigeante encore l'adoption de leurs propositions, à l'exclusion de toutes autres.

55. Le projet de résolution présenté en commun par la France et le Canada et approuvé par la Commission politique spéciale<sup>11</sup> n'était, comme ma délégation l'a montré à l'époque, qu'une autre version de la thèse des Etats-Unis. Ce projet de résolution visait à prolonger et reconnaître l'impasse dans laquelle on se trouvait, alors que le projet de résolution de l'URSS<sup>12</sup> démontrait une fois de plus les efforts sincères et constructifs de ce pays en matière de contrôle de l'énergie atomique. L'Union soviétique réclamait des mesures efficaces. Sa proposition fut repoussée.

56. Dans les milieux dirigeants des Etats-Unis, on a vu s'atténuer encore davantage la mince ligne de démarcation séparant ceux qui considèrent la bombe atomique uniquement comme un moyen d'intimidation ou comme une arme irrésistible au cas où l'intimidation ne réussirait pas et ceux qui demandent qu'on emploie immédiatement la bombe atomique pour ce qu'ils appellent une guerre préventive. Sans hésiter à faire abstraction du nouvel état de choses résultant de la perte de ce qu'ils avaient cru être leur monopole, les milieux dirigeants des Etats-Unis ont conçu une politique étrangère et des plans stratégiques reposant sur la volonté de posséder des bombes plus nombreuses, plus grosses et plus destructives, de les utiliser et d'être les premiers à le faire. C'est ce qui explique

<sup>10</sup> Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, Quatrième session, Séances plénières, 252ème à 254ème séances, et ibid., Commission politique spéciale, 30ème à 37ème séances.*

<sup>11</sup> *Ibid., Quatrième session, Séances plénières, annexe, document A/1119.*

<sup>12</sup> *Ibid., document A/1120.*

l'activité de plus en plus fébrile avec laquelle le Gouvernement des Etats-Unis a entrepris d'accroître son stock d'armes atomiques et d'accélérer la production des moyens bactériologiques et chimiques de destruction en masse. Maintenant, son intention est de s'efforcer de fabriquer ce que le monde a justement appelé la "bombe infernale" et il a ouvert à cette fin des crédits s'élevant à plusieurs millions de dollars.

57. Il est donc incontestable que toute la politique étrangère et la stratégie militaire des Etats-Unis, tout le système de ce que l'on appelle de façon hypocrite "la sécurité des Etats-Unis" repose sur la volonté de conserver l'arme atomique. Les représentants des Etats-Unis ont encore précisé leur intention lorsqu'ils ont cyniquement déclaré que, même si toute l'humanité signait l'Appel de Stockholm, leur façon de penser n'en serait pas influencée.

58. Il est facile de comprendre, à la lumière de ce que je viens de dire, la façon dont se sont déroulées les discussions sur la question de l'énergie atomique. Aucune déclaration détaillée comme celle que vient de prononcer l'orateur qui m'a précédé ne changera ces faits fondamentaux, et les invocations au nouveau prophète de certains Etats, Adolf Hitler, ne changeront rien au fait que l'Union soviétique a toujours adopté une attitude qui, si elle était suivie, mènerait au contrôle et à l'interdiction des armes atomiques et garantirait une production économique équitable de l'énergie atomique à des fins pacifiques. Les Etats-Unis, quant à eux, en présentant le plan Baruch comme la seule solution possible, ont cherché à maintenir un monopole afin de soumettre le monde à un chantage et de réaliser leurs visées impérialistes. Nous n'avons pas besoin d'aller plus loin pour expliquer l'entêtement avec lequel les Etats-Unis et la majorité mécanique dont ils disposent au sein de notre Organisation restent attachés à ce plan bien qu'ils sachent parfaitement que ce plan est inacceptable pour l'URSS, pays qui possède également l'énergie atomique et qui propose de détruire les bombes atomiques lorsque les autres pays auront accepté l'interdiction de cette arme. Ils restent fidèles à ce plan malgré les critiques sérieuses qui ont été exprimées dans de nombreux milieux et par de nombreuses personnalités, y compris des savants américains et britanniques.

59. Il est absolument manifeste que le plan Baruch n'a jamais été conçu pour être accepté par l'Union soviétique. Il a été échafaudé par des gens qui savaient fort bien que ses dispositions étaient inacceptables pour tout Etat désireux de conserver le droit souverain de se développer. Il était conçu pour être rejeté. Il a été présenté pour la première fois à une époque où l'on pensait que les Etats-Unis possédaient un monopole et que l'URSS ne disposerait pas d'énergie atomique avant de nombreuses années. Le plan Baruch visait à mettre toutes les recherches des alliés des Etats-Unis dans le domaine de l'énergie atomique au service des exigences et des aspirations des Etats-Unis dans leur marche vers la domination mondiale. En même temps, on pensait utiliser le rejet du plan Baruch par l'Union soviétique comme une arme de propagande dans une campagne antisoviétique, ainsi que l'a fait cet après-midi le représentant du Royaume-Uni. L'idée de ce dernier a consisté à entasser des accusations contre

l'URSS pour avoir rejeté le plan et à présenter ce pays comme constituant le principal obstacle au contrôle de l'énergie atomique et des armes atomiques.

60. Cela, j'en suis sûr, est évident même pour ceux qui soutiennent la position des Etats-Unis dans ce domaine. Il est par conséquent inutile que ma délégation analyse une fois de plus les détails du plan Baruch ou qu'elle le réfute point par point. Après plus de quatre ans de discussion, il est devenu bien évident que les Etats-Unis n'ont aucune intention et n'ont jamais eu aucune intention de se soumettre à une forme quelconque de contrôle international; qu'ils continueront à s'opposer à tout compromis; que la seule solution qu'ils proposent consiste à accepter la domination des Etats-Unis, leur contrôle de toutes les ressources atomiques et le droit exclusif de ce pays à posséder des armes atomiques et à disposer de l'énergie atomique.

61. La conclusion est évidente: nous sommes forcés de reconnaître — et je le dis à regret — que l'Organisation des Nations Unies n'a pas accompli sa tâche qui consistait à trouver une solution à ce problème. Elle s'est inclinée devant les intérêts stratégiques des Etats-Unis et devant les desseins de ce pays qui vise à dominer le monde. Elle a continué à céder aux Etats-Unis en dépit des contradictions de plus en plus évidentes que contiennent les propositions de ce pays.

62. La maladresse avec laquelle la délégation des Etats-Unis s'est efforcée de cacher que sa thèse est fautive et insoutenable ressort de la façon la plus claire de sa toute dernière manœuvre. On se souviendra que, lorsque le mouvement tendant à recueillir des signatures pour l'Appel de Stockholm a été lancé, le Secrétaire d'Etat, M. Acheson, s'est efforcé de ridiculiser ce mouvement, de le négliger, d'en nier l'existence, de pratiquer à son égard la politique de l'autruche. Mais bientôt, lorsque le nombre des signatures de l'appel a dépassé toutes les prévisions, M. Acheson s'est vu obligé de recourir à une tactique différente. Le 12 juillet 1950, il a déclaré que le type d'arme utilisé ne présente qu'une importance relative. Il a ainsi reconnu et proclamé brutalement qu'à son avis, l'interdiction des armes atomiques n'était nullement nécessaire et que les objectifs exposés dans l'appel ne pouvaient être acceptés par le Gouvernement des Etats-Unis.

63. Suivant le même raisonnement que M. Acheson, le Président des Etats-Unis, parlant le 24 octobre 1950 [295<sup>ème</sup> séance] devant l'Assemblée générale des Nations Unies, s'est efforcé de mettre toutes les armes sur le même plan, en essayant de lier l'interdiction des armes atomiques à la question générale du désarmement. Il est très caractéristique de toute la politique des Etats-Unis qu'en matière de contrôle de l'énergie atomique, ce pays, lorsqu'il croyait détenir le monopole de la bombe atomique, hésitait même à discuter la question de l'interdiction des armes atomiques en la liant à la question générale du désarmement; il se trouve tout à coup maintenant que ce pays ne voit aucune différence entre l'arme atomique et d'autres types d'armes et ne serait plus préoccupé que par l'agression. L'Organisation des Nations Unies a été fondée pour prévenir l'agression.

64. La nécessité impérieuse de mettre la bombe hors la loi, reconnue dès la création de l'Organisation, était

fondée sur la nature même de cette arme et sur le fait qu'elle ne constitue qu'une arme d'agression destinée à être employée pour attaquer, détruire des villes et massacrer en masse des populations pacifiques.

65. Des armes moins destructives et moins cruelles ont déjà été mises hors la loi et condamnées séparément. Il suffira, à ce sujet, de rappeler les conventions sur l'interdiction des gaz asphyxiants et des balles dum-dum. N'est-il donc pas juste que cette arme, qui ne peut être utilisée que comme arme d'agression contre des villes paisibles et dont la valeur, au point de vue militaire, est limitée, doive être considérée à part et mise hors la loi, afin que l'on puisse franchir une première étape vers le désarmement général et vers l'établissement de conditions plus favorables qui permettent de prendre ultérieurement d'autres mesures ?

66. Tous les arguments hypocrites relatifs à la similitude des armes et à la nécessité d'appliquer une réduction aux armements de toute nature, fusils ou bombes atomiques, ne visent qu'à embrouiller la question et dissimuler le fait que l'emploi d'armes de destruction massive constitue un crime contre l'humanité. Cette conception apparaît dans un projet de résolution soumis à l'Assemblée qui, si l'on néglige tout le verbiage de son préambule, se ramène à une seule idée, à savoir que les Nations Unies auront la possibilité, au cours de la prochaine année, d'examiner s'il y a lieu ou non de fusionner l'examen des deux questions. L'an prochain, nous serons saisis d'un rapport que nous discuterons, auquel nous apporterons probablement certains amendements et sur lequel nous ferons des recommandations en vue de procéder à de nouvelles études.

67. Il apparaît clairement qu'en raison de la position adoptée par la plus grande partie de l'humanité, telle qu'elle trouve son expression dans l'Appel de Stockholm, en raison aussi des aspirations et des tendances de toute l'humanité, il est impossible de s'opposer au désarmement. C'est pourquoi l'on s'efforce de réduire le problème à une discussion qui risque de se perdre dans des détails d'ordre technique et juridique et qui ne peut pas aboutir à une véritable solution, ni même à une solution quelle qu'elle soit.

68. Il apparaît aussi clairement qu'en cédant à la pression exercée sur elle par les Etats-Unis, la majorité des Membres de notre Organisation s'est condamnée à emboîter le pas aux Etats-Unis dans la question dont nous discutons actuellement. En appuyant la position prise par les Etats-Unis sur ce problème, la majorité s'est traduite elle-même devant le tribunal de l'humanité, qui la jugera aussi coupable que ceux qui préparent la guerre atomique.

69. Je ne puis toutefois m'empêcher d'exprimer l'espoir ardent de ma délégation que la majorité des Membres de notre Organisation ne voudra pas clore ses débats sans prendre une mesure décisive pour assurer le contrôle efficace de l'énergie atomique et l'interdiction des armes atomiques. Cette déclaration — nous tenons à le préciser — nous est dictée non pas par la crainte, mais par un désir sincère de paix. Nous avons déjà clairement indiqué dans le passé, et nous le répétons aujourd'hui, que nous considérons la menace des Etats-Unis d'utiliser la bombe atomique et la bombe

à hydrogène comme une tentative de chantage à l'égard du monde. La volonté de notre peuple et des autres peuples de rester maîtres de nos propres destinées ne cédera pas devant cette menace. Notre seul espoir est que notre Organisation pourra encore prendre des mesures positives au cours de la présente session pour résoudre ce problème ; cet espoir repose sur la conviction que tous les membres de l'Assemblée ne veulent pas, ni ne peuvent pas, comme les Etats-Unis le voudraient, rester sourds à l'appel pressant et profond de l'humanité ; en d'autres termes, nous espérons que les Nations Unies mettront hors la loi l'arme atomique et désigneront comme criminels de guerre le gouvernement qui emploiera le premier cette arme de destruction massive.

70. Les membres de l'Assemblée qui souhaitent que les Nations Unies prennent une mesure positive n'ont pas besoin de chercher très loin cette occasion. Les propositions présentées à l'Assemblée par l'Union soviétique et que ma délégation appuie sans réserve offrent un plan que nous pouvons approuver avec la certitude que nous sauvegarderons ainsi tout ce qu'exigent la souveraineté de nos pays, la logique, les considérations d'ordre pratique et la morale. Ces propositions posent clairement le problème devant l'Assemblée. Ainsi qu'il a été précisé, elles visent à l'interdiction des armes atomiques, à la destruction des stocks d'armes atomiques et au contrôle efficace de l'application de ces mesures. Ce résultat ne peut être atteint que par une commission qui fixera son propre règlement intérieur et qui éveillera en même temps, dans ce monde où il existe divers systèmes sociaux, de nouveaux espoirs et de nouvelles possibilités de collaboration. La préparation simultanée des deux projets de convention est plus opportune que jamais à l'heure actuelle en raison des menaces répétées émanant de nombreux milieux des Etats-Unis.

71. Je demande aux membres de l'Assemblée qu'au lieu de rejeter hâtivement ces propositions, ils les étudient sérieusement. Je leur demande également de se souvenir que les propositions dont nous sommes saisis, et sur lesquelles j'attire toute leur attention, ne sont pas uniquement des propositions soviétiques. Le projet de résolution de l'URSS [A/1676] exprime les revendications que plus de huit cents millions d'individus ont formulées, soit collectivement, soit individuellement, grâce à l'Appel de Stockholm et du Congrès mondial de la paix. Le mouvement pour la paix, qui a trouvé son expression dans l'Appel de Stockholm, est un grand événement historique. Il embrasse la plus grande partie de la population du monde. Il défend les intérêts de l'humanité, de la culture et de la civilisation contre les insensés qui, dans leur marche vers la domination du monde, n'hésiteraient pas à provoquer les plus terribles dévastations et à tout plonger dans un abîme de souffrances. Il exprime, d'une manière consciente et solennelle, l'appel au secours qui a jailli spontanément des peuples lorsque, la semaine dernière, le Président des Etats-Unis n'a pas hésité à brandir la menace de la bombe atomique.

72. Les peuples du monde, dont parlent les premiers mots de la Charte, ont ainsi exprimé le désir que les Nations Unies réalisent enfin leurs espoirs. Ils ont demandé que les armes atomiques et tous les autres

instruments d'extermination massive d'êtres humains soient interdits et détruits, afin d'ouvrir la voie à l'utilisation dans le monde entier de l'énergie atomique à des fins pacifiques. Ils ont demandé que ce pas de géant, accompli par l'homme, dans la maîtrise de la nature, ne soit pas exploité par des masses pour asservir des minorités, mais le soit pour assurer le bien-être des peuples du monde, relever leurs niveaux de vie, soulager les souffrances et faire croître l'herbe verte dans le désert.

73. Ceux qui ne se soucient pas des peuples, qui les traitent comme des pions que l'on déplace sur l'échiquier de la conquête du monde, n'échapperont pas longtemps au juste sort qui les attend pour n'avoir pas agi alors qu'il en était encore temps.

74. Au nom de la délégation de la Pologne, je demande aux Membres de notre Organisation de sortir de l'impasse dans laquelle nous avons été conduits par la faute des Etats-Unis, dans l'examen de ce problème. Je leur demande de voter en faveur des propositions de l'Union soviétique et d'assurer ainsi les peuples du monde qu'ils peuvent toujours considérer les Nations Unies comme une force dans la lutte pour la paix.

75. Le colonel GHALEB Bey (Egypte) (*traduit de l'anglais*) : Plus de cinq années se sont écoulées depuis que la Charte, en son Article 26, a stipulé que "Afin de favoriser l'établissement... de la paix et de la sécurité internationales en ne détournant vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde", des plans devront être soumis aux Membres de l'Organisation "en vue d'établir un système de réglementation des armements".

76. La Charte parle des armements en général. Elle entend toutes les armes utilisées par les forces armées. Cette façon d'envisager le problème a été consacrée par plusieurs résolutions adoptées par l'Assemblée générale et pour lesquelles ma délégation, ainsi qu'un grand nombre d'autres délégations, a voté.

77. La position logique et impartiale adoptée par la délégation égyptienne tant à l'Assemblée générale qu'au Conseil de sécurité, à la Commission de l'énergie atomique et à la Commission des armements de type classique, est fondée sur le sens exact des résolutions adoptées par l'Assemblée générale sur cette question.

78. Dans sa résolution 41 (I) du 14 décembre 1946, l'Assemblée générale a déclaré qu'il était urgent d'interdire et d'éliminer des armements nationaux, les armes atomiques et toutes autres armes importantes permettant des destructions massives et d'établir, à bref délai, un contrôle international englobant l'énergie atomique en même temps que les autres découvertes de la science et de la technique modernes et tendant à assurer leur emploi à des fins purement pacifiques. Dans la même résolution, l'Assemblée a précisé son désir d'assurer que l'interdiction, la réglementation et la réduction générales des armements puissent porter sur les principales armes de guerre moderne et non pas seulement sur les armes secondaires.

79. Dans sa résolution 192 (III) du 19 novembre 1948, l'Assemblée générale a indiqué que "l'objectif de la réduction des armements de type classique et des

forces armées ne peut être atteint que dans une atmosphère de détente réelle et durable dans les relations internationales, ce qui implique notamment la mise en œuvre du contrôle de l'énergie atomique comportant l'interdiction de l'arme atomique".

80. La délégation de l'Egypte a toujours pensé que la question de l'interdiction et du contrôle de l'énergie atomique et celle de la réglementation et de la réduction des armements de type classique et des forces armées sont étroitement liées. Cette façon de voir, fondée non seulement sur l'Article 26 de la Charte, mais encore sur les résolutions pertinentes adoptées ultérieurement par l'Assemblée générale, n'a pas été épargnée par les critiques.

81. C'est donc avec une certaine satisfaction que la délégation de l'Egypte se déclare disposée à appuyer le projet commun de résolution dont l'Assemblée est saisie [A/1668 et Corr.1]. Elle espère que ce projet recevra l'appui unanime des Membres des Nations Unies. Nous ne pouvons attendre plus longtemps la solution de ce problème essentiel.

82. Notre objectif, comme l'ont indiqué à plusieurs reprises l'Assemblée générale et les deux organismes des Nations Unies le plus directement intéressés à ce problème, ne peut être atteint que dans une atmosphère de détente réelle et durable dans les relations internationales. C'est à cette fin que l'Egypte a présenté, avec d'autres pays, les deux projets de résolution<sup>13</sup> soumis à la Première Commission et relatifs à la suspension des hostilités en Corée et à la question de la paix en Extrême-Orient.

83. Pour assurer le progrès économique et social dans tous les pays du monde, il est nécessaire de réduire les dépenses d'armement. Ce but ne peut être atteint que s'il se produit une détente suffisante pour permettre l'établissement de relations amicales entre les nations. En votant pour le projet commun de résolution qui prévoit la fusion de la Commission de l'énergie atomique et de la Commission des armements de type classique, nous avons le sentiment d'appuyer une décision pratique, — et nous l'espérons, féconde — attendue depuis longtemps.

84. Pour ces raisons, la délégation de l'Egypte s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution de l'URSS [A/1676].

85. Nous ne devons pas perdre de vue le fait que la condition préalable essentielle à la formulation de propositions pratiques tendant au désarmement est la création d'une atmosphère internationale de confiance et de sécurité. Au nom des vivants, et par pitié pour ceux qui sont morts et ceux qui meurent encore, ne nous efforcerons-nous pas, petites et grandes nations, d'atteindre ce but?

86. M. BARANOVSKY (République socialiste soviétique d'Ukraine) (*traduit du russe*) : Il n'est point besoin d'insister sur l'importance exceptionnelle que présente pour le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales la renonciation à l'emploi de l'arme atomique. Néanmoins, bien que l'Assemblée générale ait examiné cette question pen-

<sup>13</sup> Voir les documents A/C.1/641 et A/C.1/642.

dant cinq sessions, l'Organisation des Nations Unies n'a pas réussi à lui donner une solution satisfaisante, à interdire l'emploi de l'énergie atomique à des fins militaires et à instituer un strict contrôle international pour assurer le respect de cette interdiction.

87. On est donc tout naturellement amené à se demander qui est responsable de cet état de choses; quels sont ceux qui ont empêché l'Organisation des Nations Unies d'adopter les recommandations nécessaires pour interdire l'arme atomique; quels sont ceux qui ont amené la Commission de l'énergie atomique dans une impasse? La responsabilité de cette situation incombe au bloc anglo-américain et, en premier lieu, aux milieux dirigeants des Etats-Unis, qui sont à la tête de ce bloc. Pour mener à bien leurs plans insensés de domination mondiale, les Etats-Unis, s'appuyant sur le Royaume-Uni, comptent essentiellement sur l'emploi de la bombe atomique et sur la supériorité qu'ils croient avoir dans ce domaine. La politique que suivent les Etats-Unis en matière de l'emploi de l'énergie atomique repose sur l'idée très répandue, quoique fautive, que la Puissance possédant le stock le plus important de bombes atomiques pourra dominer toutes les relations internationales.

88. Par conséquent, les milieux officiels des Etats-Unis qui, autrefois, ont affirmé qu'il y avait de vastes possibilités encore ignorées d'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques, n'envisagent, en fait, cette énergie que du point de vue militaire. Si les Etats-Unis développent leur production d'énergie atomique, c'est uniquement pour fabriquer des armes atomiques, et non pour satisfaire les besoins pacifiques.

89. Le rapport officiel que la Commission de l'énergie atomique des Etats-Unis a publié en 1949<sup>14</sup> indique clairement que "dans son activité, la Commission a continué à concentrer toute son attention sur la fabrication et le perfectionnement des armes atomiques". Le rapport indique également que: "On a essayé de nouvelles armes qu'on a reconnues satisfaisantes et on poursuit actuellement des travaux pour les perfectionner". Il est donc parfaitement naturel que le Gouvernement des Etats-Unis sabote l'interdiction de l'arme atomique et les travaux visant à établir un système de contrôle international destiné à faire respecter l'interdiction de l'emploi de l'énergie atomique à des fins militaires.

90. Les milieux dirigeants des Etats-Unis se servent des délégations de certains pays Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont à leur dévotion, pour faire adopter des résolutions à leur goût, résolutions qui, loin de faciliter une solution satisfaisante de la question de l'énergie atomique, entravent l'établissement du contrôle de cette énergie. L'examen de la question de l'énergie atomique qui a eu lieu dans les divers organes des Nations Unies indique clairement que les milieux dirigeants des Etats-Unis ne sont nullement disposés à renoncer à l'emploi de cette énergie pour la production des bombes atomiques, et n'ont pas l'intention de soumettre leur industrie atomique à un contrôle international. En s'efforçant obstinément d'imposer aux Nations Unies leur plan

de contrôle de l'énergie atomique, les Etats-Unis aspirent, au contraire, à exercer leur contrôle sur l'industrie atomique de tous les autres pays et à s'emparer de leurs réserves de matières fissiles, telles que les minerais d'uranium et de thorium.

91. Le plan américain de contrôle international a été établi en fonction des buts militaires et stratégiques que cherchent à atteindre les milieux dirigeants des Etats-Unis. Il tend par conséquent à consolider l'hégémonie qu'exercent les Etats-Unis dans le domaine de la production et du stockage des armes atomiques et à maintenir la suprématie économique des Etats-Unis dans le monde, en empêchant l'utilisation rationnelle de l'énergie atomique. Loin de garantir la paix et la sécurité internationales, ce plan entrave le développement économique des autres pays, et notamment le développement des petits pays et des pays insuffisamment développés, pour lesquels l'utilisation de l'énergie atomique en vue du développement économique présente une importance toute particulière.

92. Aux termes du plan des Etats-Unis, toutes les ressources mondiales de matières premières atomiques, ainsi que toutes les entreprises de production d'énergie atomique et des branches de production connexes, devraient être remises au prétendu organe international de contrôle qui, en fait, ne serait qu'un super-trust américain dirigé par les principaux groupements de monopoles des Etats-Unis. Loin d'entraver la production des armes atomiques aux Etats-Unis, le plan américain la stimulerait au contraire, tout en permettant aux monopoles américains d'intervenir, sous prétexte de contrôle, dans les affaires intérieures des autres pays et de subordonner à leurs propres intérêts le développement économique et politique de ces pays.

93. Le président Truman a exposé d'une façon claire et nette, au cours de la conférence de presse qu'il a tenue en février 1950, l'attitude que le Gouvernement des Etats-Unis avait adoptée à l'égard du contrôle de l'utilisation de l'énergie atomique. Il a déclaré que le plan Baruch est aussi bon aujourd'hui qu'au moment où il a été élaboré, qu'il n'a pas été révisé et qu'il n'y a aucune raison de le réviser. Le Chef du Gouvernement des Etats-Unis a donc déclaré ouvertement que les Etats-Unis se prononcent contre tout autre contrôle de l'énergie atomique, à l'exception du prétendu contrôle prévu par le plan Baruch.

94. C'est là aussi la position prise par le Gouvernement du Royaume-Uni qui partage entièrement les vues des Etats-Unis sur cette question. C'est ce que vient de nous dire aujourd'hui Sir Gladwyn Jebb, représentant du Royaume-Uni, qui a plaidé, comme d'habitude, la cause des milieux dirigeants des Etats-Unis.

95. Le plan de l'URSS, qui propose d'interdire l'emploi de l'énergie atomique à des fins militaires et d'instituer en même temps un strict contrôle international sur l'application de cette interdiction s'inspire de considérations toutes différentes et même opposées. Il doit permettre d'utiliser l'énergie atomique, dans un délai aussi bref que possible, en tant que source nouvelle et inépuisable d'énergie, pour hâter le développement de l'économie nationale de l'Union soviétique. La politique que suit l'Union soviétique dans le do-

<sup>14</sup> Voir *Fifth Semi-Annual Report of the Atomic Energy Commission*, janvier 1949, page 40.

maine de l'énergie atomique vise à augmenter le bien-être de la population de notre pays. Le plan de contrôle présenté par l'URSS reflète cette politique.

96. Ce plan prévoit la création, dans le cadre du Conseil de sécurité, d'une commission internationale de contrôle qui mettrait en pratique les mesures de contrôle visant les entreprises produisant de l'énergie atomique et qui aurait le droit de procéder à des inspections périodiques des entreprises s'occupant de l'extraction des matières premières atomiques ou produisant des matériaux atomiques et de l'énergie atomique<sup>15</sup>.

97. L'Union soviétique estime nécessaire d'accorder à la commission internationale de contrôle des pouvoirs qui, en conformité des buts que cherchent à atteindre le contrôle et l'inspection, permettent d'assurer un contrôle véritablement international. M. Vychinsky, chef de la délégation de l'Union soviétique, a donné le détail de ces pouvoirs [321<sup>ème</sup> séance]. Il suffit d'étudier les dispositions relatives à ces pouvoirs et aux méthodes de travail de la commission internationale de contrôle, pour se rendre compte que les affirmations des représentants des Etats-Unis et de certains autres pays, d'après lesquelles le plan de contrôle de l'URSS ne serait pas satisfaisant, ne résistent pas à la critique et ne reposent sur aucun fondement. Si les partisans du plan de contrôle des Etats-Unis ont formulé ces critiques, c'est uniquement pour jeter le discrédit sur le plan de l'URSS et pour voiler les défauts et le caractère réactionnaire du projet américain.

98. Le Gouvernement de l'URSS estime qu'à moins d'interdire l'arme atomique, il est impossible d'exercer un contrôle sur l'énergie atomique; à défaut d'une telle mesure, ce contrôle n'aurait aucun sens et ne servirait que les intérêts des Etats-Unis. C'est pourquoi la délégation de l'Union soviétique propose [A/1676] que l'Assemblée générale décide dès maintenant l'élaboration de conventions relatives à une interdiction inconditionnelle de l'arme atomique et à l'institution d'un contrôle international pour assurer l'application de cette interdiction, étant entendu que ces conventions seront préparées et soumises au Conseil de sécurité le 1<sup>er</sup> juin 1951 au plus tard. La délégation de la RSS d'Ukraine appuie sans réserves cette proposition.

99. Le représentant du Royaume-Uni, Sir Gladwyn Jebb, a fait une déclaration hypocrite lorsqu'il a dit que les Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni tiennent maintenant à s'entendre avec nous au sujet de l'emploi de l'énergie atomique et de l'interdiction de l'arme atomique. En réalité, ces gouvernements n'y tiennent nullement. Ils font tout leur possible pour entraver la discussion même de cette question et ils n'envisagent même pas la conclusion de conventions.

100. La délégation de la RSS d'Ukraine estime que le projet de résolution des huit Puissances ne contribue nullement à une solution satisfaisante de la question de l'énergie atomique comme l'a prétendu aujourd'hui Sir Gladwyn Jebb. Nous estimons au contraire que ce

projet ne tend qu'à reléguer à l'arrière-plan l'interdiction de l'arme atomique qu'exigent les signataires de l'Appel de Stockholm, c'est-à-dire plus de 500 millions de personnes dans toutes les parties du monde. Ce projet est une tentative pour laisser de côté, pour une année au moins, la question de l'interdiction de l'arme atomique et permettre ainsi aux Etats-Unis et à leurs partenaires d'intensifier la production de bombes atomiques dans laquelle les partisans d'une aventure militaire et ceux qui incitent à une nouvelle guerre mettent de plus en plus leurs espoirs.

101. Pour toutes ces raisons, la délégation de la RSS d'Ukraine votera contre le projet de résolution des huit Puissances et approuvera le projet présenté par la délégation de l'Union soviétique.

102. M. KISSELEV (République socialiste soviétique de Biélorussie) (*traduit du russe*): L'Assemblée s'est engagée dans la discussion d'un des problèmes les plus importants de l'époque moderne, celui de l'interdiction de l'arme atomique et de l'établissement d'un contrôle international de l'énergie atomique, problème qui inspire les plus vives inquiétudes à tous les individus et à tous les peuples du monde. Tout le monde sait que cette question n'est pas nouvelle. Tous les hommes doués de bon sens se rendent clairement compte que jusqu'à présent rien n'a été fait pour mettre en œuvre les résolutions 1 (I) et 41 (I) adoptées par l'Assemblée générale les 24 janvier et 14 décembre 1946, au sujet de l'interdiction de l'arme atomique et de l'établissement d'un contrôle de l'énergie atomique.

103. On est donc tout naturellement amené à se demander quelles en sont les raisons et qui en est responsable. Il convient de répondre nettement que la responsabilité de cette situation incombe sans aucun doute aux Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni. Je vais m'efforcer d'étayer cette accusation par des faits et des documents.

104. Nous accusons les milieux dirigeants et les Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni d'avoir mené, pendant cinq ans, une lutte systématique et acharnée contre l'adoption, par l'Organisation des Nations Unies, de toute décision concertée sur l'interdiction de l'arme atomique et sur le contrôle de l'application de cette interdiction. Ils s'efforcent de voiler leur refus de consentir à l'interdiction de l'arme atomique par des bavardages vides de sens sur la priorité qu'aurait le contrôle sur l'interdiction. Ils n'ont cessé de parler du plan Acheson-Baruch-Lilienthal, sujet dont ils ne veulent pas démordre, mais ils n'ont formulé aucune idée nouvelle qui permette d'espérer que l'on pourra résoudre ce problème.

105. Les milieux dirigeants des Etats-Unis affirment, certes, qu'ils sont favorables à l'interdiction de l'arme atomique; mais en fait, ils mènent une lutte acharnée contre cette interdiction. Et pourtant, les peuples du monde exigent impérieusement l'interdiction immédiate de l'arme atomique. Chaque jour, de nouvelles centaines de milliers de personnes dans tous les pays du monde viennent se joindre au mouvement des Partisans de la paix pour exiger l'interdiction inconditionnelle de l'arme atomique, qui est une arme d'intimidation et de destruction massive des populations. Ils demandent l'établissement d'un strict contrôle international pour

<sup>15</sup> Voir les Procès-verbaux officiels de la Commission de l'énergie atomique, Troisième année, Supplément spécial, page 23.

assurer le respect de l'interdiction de l'arme atomique et déclarent que le gouvernement qui, le premier, fera usage de l'arme atomique contre un autre pays, commettra un crime contre l'humanité et devra être considéré comme criminel de guerre.

106. Ces exigences des peuples n'impressionnent pas les partisans sanguinaires de la guerre atomique, qui parlent, sans s'en cacher, un langage de cannibales et de fauteurs de guerre. A ce propos, la déclaration de M. Symington, Président du *National Security Resources Board* (conseil national des ressources stratégiques) faite, le 19 octobre 1949, devant le comité des forces armées de la Chambre des représentants est significative. Il a déclaré qu'au cours de la deuxième guerre mondiale, la population civile a subi des pertes sévères, notamment au moment où on a lancé les bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki, et il a ajouté: "Le Président m'a dit une fois que ces bombes avaient sauvé la vie de 250.000 hommes... Si tant est qu'il faille tuer des civils, je préfère que ce soient des civils ennemis et non pas les nôtres... Je n'avais jamais pensé qu'il y eût un rapport entre les questions militaires et la morale." La morale, a-t-il conclu, intéresse le Département d'Etat et non pas les forces armées. On ne saurait être plus clair.

107. Ainsi donc, M. Symington préconise ouvertement l'emploi de l'arme atomique et il estime que l'emploi de cette arme est parfaitement normal. Il est même surpris que l'on parle de morale. Il lui semble bizarre et parfaitement incompréhensible que des millions d'hommes dans toutes les parties du monde protestent avec véhémence contre ces déclarations de cannibale, qu'ils exigent qu'on mette au pilori les fauteurs de guerre qui espèrent se servir de bombes atomiques et de bombes à hydrogène pour transformer en cendre et en poussière des milliers de villes et de villages et des dizaines de millions de personnes.

108. Il serait erroné de croire que M. Symington soit seul à avoir exprimé cette opinion. On trouve de nombreuses opinions semblables parmi les personnages réactionnaires des Etats-Unis et du Royaume-Uni. Selon le *Washington Post* du 12 septembre 1950, le sénateur Stennis a déclaré que les Etats-Unis disposent de 450 bombes atomiques perfectionnées ou d'un nombre encore plus grand et que cela suffit pour jeter 50 bombes sur chacune des villes principales de l'URSS. Voilà de quoi rêve le sénateur Stennis.

109. Ces déclarations indiquent clairement que ceux qui veulent réaliser leurs plans impérialistes au moyen de la bombe atomique ne se sont pas résignés à l'échec de leur politique de chantage et d'intimidation. Ils s'efforcent encore maintenant de semer la panique par leur propagande haineuse.

110. Tout le monde sait que l'Union soviétique a réussi, dans un délai incroyablement court, à percer le secret de la production de l'énergie atomique et à mettre fin au monopole que détenaient dans ce domaine les Etats-Unis. Néanmoins, les partisans de la nouvelle guerre continuent à mener une propagande belliciste et à préconiser une course aux armements, y compris l'arme atomique. Ils sont résolument opposés à la paix. Ils déclarent ouvertement que les Etats-Unis ne peuvent se permettre le luxe d'accepter un programme de

désarmement dans le domaine des armes atomiques. Ils menacent d'"arroser" les peuples des autres pays de bombes atomiques.

111. Il s'est même trouvé aux Etats-Unis un théoricien de ces méthodes d'anthropophage: c'est le professeur Theodor Rosebury, de *Columbia University*, qui préconise l'emploi des bombes atomiques dans une future guerre. Dans son livre *Peace or Pestilence* (la paix ou la peste) publié aux Etats-Unis, il écrit qu'il importe peu qu'un homme ait une mort pénible ou douce, puisqu'il sera mort de toute façon; et il ajoute: "On ne peut pas être plus mort qu'un cadavre<sup>16</sup>." Cela l'amène à la conclusion suivante: "Il me semble que, du point de vue moral, il n'est nullement utile et nullement justifié de considérer les armes biologiques ou toute autre catégorie d'armes comme des armes particulièrement affreuses ou particulièrement contraires à la morale<sup>17</sup>."

112. Il est absolument évident que ces exercices théoriques des serviteurs savants de l'impérialisme atomique fournissent une fois de plus une preuve éclatante de l'état de pourriture et de décadence morale dans lequel se trouve le système capitaliste.

113. Il n'est donc pas surprenant que le sénateur Mundt, prenant la parole à un dîner à l'hôtel Elisabeth Carteret le 25 avril 1950, ait invité le peuple américain à déclencher un massacre universel au moyen de bombes atomiques. Lorsque viendra la guerre, et elle viendra certainement — a-t-il dit — les Etats-Unis devront lancer un nombre de bombes atomiques suffisant pour détruire le pays contre lequel ces bombes seront dirigées.

114. On peut citer des centaines de ces déclarations d'anthropophages, mais les exemples que j'ai cités suffisent pour qu'on puisse en tirer les conclusions qui s'imposent.

115. Le président Truman, dont l'attitude reflète l'orientation agressive de la politique des Etats-Unis, a également déclaré à plusieurs reprises qu'au besoin, il n'hésiterait pas à employer la bombe atomique.

116. L'attitude qu'a adoptée le bloc anglo-américain à l'égard de cette question s'explique par l'orientation générale de la politique d'agression que suivent les milieux dirigeants des Etats-Unis et du Royaume-Uni. Depuis plusieurs années, on poursuit une campagne énergique pour faire accepter à l'opinion mondiale l'idée d'une nouvelle guerre; loin de s'apaiser, cette propagande et ce chantage atomique prennent de plus en plus d'ampleur sous des prétextes divers, qui ont tous pour but de justifier la course effrénée aux armements, notamment aux armements atomiques.

117. Les investissements effectués aux Etats-Unis dans l'industrie des armements atomiques atteignent actuellement, d'après les évaluations des économistes, 4 milliards et demi de dollars; les travaux entrepris en vue de mettre au point la bombe à hydrogène portent les dépenses annuelles à plus d'un milliard de dollars.

<sup>16</sup> Voir Rosebury, Theodor, *Peace or Pestilence*, McGraw-Hill Book Co., Inc., New-York, Toronto, Londres, 1949, page 175.

<sup>17</sup> *Ibid.*, page 181.

118. Il est intéressant de citer les déclarations de Gordon Dean, président de la Commission de l'énergie atomique des Etats-Unis. Les journalistes lui ayant demandé s'il consacrait la plus grande partie de son attention et de son temps à la production de la bombe atomique pour pouvoir lancer cette bombe contre quelqu'un, il répondit qu'il pouvait dire en toute franchise que les principaux efforts sont dirigés actuellement vers l'utilisation de l'énergie atomique pour la fabrication d'armes atomiques et l'accélération de cette fabrication. La réponse est donc claire : il s'agit d'accélérer et d'intensifier la production des bombes atomiques.

119. Les monopoles américains, qui prospèrent grâce à la fabrication des moyens d'extermination, réalisent d'ores et déjà des bénéfices qui se chiffrent par milliards. La presse répand des rumeurs provocatrices pour indiquer que les Etats-Unis doivent prendre des mesures extraordinaires pour assurer leur défense et elle cherche à terroriser le public en décrivant les horreurs de la bombe atomique.

120. Les représentants du grand capitalisme, les Morgan, les du Pont, les Mellon et autres — qui sont les vrais maîtres de l'énergie atomique aux Etats-Unis — se livrent à une course effrénée aux armements atomiques, entravant par tous les moyens l'emploi de l'énergie atomique à des fins pacifiques. En même temps, ils s'efforcent de cacher à l'opinion publique le fait que l'on sabote intentionnellement les recherches relatives à l'emploi pacifique de l'énergie atomique et ils invoquent toutes sortes de raisons étrangères à la question pour justifier l'état très peu satisfaisant dans lequel se trouvent ces recherches.

121. A cette fin, ils ont mobilisé un certain nombre de savants qui font des efforts considérables pour démontrer qu'il est parfaitement normal que les Etats-Unis n'aient encore obtenu aucun résultat en matière d'emploi de l'énergie atomique à des fins pacifiques, alors qu'ils ont fait de tels progrès en matière de production de toutes sortes d'armes atomiques destinées à l'extermination massive des populations. C'est ainsi que le professeur Hafstad a déclaré que l'on ne pourra commencer à employer l'énergie atomique à des fins non militaires que d'ici dix ou vingt ans.

122. Ces prétendues difficultés sont démenties par M. Philip Morrison, grand savant américain qui est l'un des inventeurs de la bombe atomique et qui se prononce aujourd'hui pour son interdiction. Il demande qu'on entreprenne de vastes travaux de recherches sur l'utilisation de l'énergie atomique pour l'éclairage et le chauffage. C'est là, écrit-il, un problème qui n'est pas facile à résoudre, mais ce travail est beaucoup plus facile que la fabrication de la bombe à hydrogène et infiniment plus utile.

123. D'autres savants invoquent, en revanche, toutes sortes de calculs falsifiés pour montrer que l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques n'est ni rationnelle ni profitable. Pour étayer cette thèse, on indique d'habitude que les Etats-Unis disposent de ressources suffisantes en houille blanche, en charbon, en pétrole, etc., et qu'il est donc inutile de recourir à une nouvelle source d'énergie. Ainsi donc, il serait plus rationnel et plus profitable de dépenser des mil-

liards sur les ressources prises aux contribuables pour inventer des armes de destruction massive que d'introduire l'énergie atomique dans l'industrie de paix.

124. Les desseins secrets de la politique des monopoles américains ont été exprimés par les sénateurs Vandenberg et McMahon. D'après la revue américaine *Collier's*<sup>18</sup>, ces sénateurs ont déclaré que l'utilisation de l'énergie atomique en tant que source d'énergie à bon marché aboutirait à la dépréciation des actions de toutes les compagnies de charbonnages et de chemins de fer, à la faillite des compagnies d'assurances et à un chaos financier général. Ainsi donc, si les monopoles des Etats-Unis s'opposent à l'emploi de l'énergie atomique à ces fins pacifiques, c'est, dans une très grande mesure, parce qu'ils considèrent l'énergie atomique comme un concurrent indésirable pour les branches d'industrie existantes telles que les charbonnages, l'industrie du pétrole, l'industrie électrique, etc. Or, ces industries leur fournissent des bénéfices énormes. Les monopoles américains font tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher que l'énergie atomique ne soit mise au service de l'économie de temps de paix.

125. Le Gouvernement de l'URSS, qui exprime la volonté de son peuple, a toujours préconisé et continue à préconiser l'interdiction inconditionnelle de l'arme atomique et l'établissement d'un strict contrôle international efficace pour faire respecter l'interdiction de l'emploi de l'énergie atomique à des fins militaires.

126. Il ne faut pas que la découverte de l'énergie atomique, l'une des plus grandes découvertes scientifiques de notre époque qui offre d'immenses possibilités au développement des forces de production et qui permet d'augmenter le bien-être des peuples, serve à la destruction et à l'extermination massive des populations. L'énergie atomique doit être mise exclusivement et complètement au service du travail créateur pacifique. Les savants soviétiques, qui travaillent nuit et jour à la solution du problème de l'emploi de l'énergie atomique à des fins pacifiques, ont déjà obtenu certains résultats. Nous avons besoin d'énergie atomique pour l'utiliser à des fins pacifiques, comme l'homme a besoin d'air, d'eau et de nourriture.

127. Un de nos savants, le professeur Goloubtsov a écrit, dans un article intitulé "La paix et l'énergie", que les savants soviétiques ont découvert des méthodes techniques différentes et d'autres possibilités techniques qui leur permettent d'utiliser l'énergie atomique à des fins pacifiques en la transformant directement en chaleur et en électricité et que la science soviétique a de loin dépassé la science de l'étranger en matière d'emploi de l'énergie atomique.

128. Ces déclarations confirment ce que M. Vychinsky a dit à la quatrième session de l'Assemblée générale<sup>19</sup>, à savoir que l'URSS a mis l'énergie atomique au service des grandes tâches de la construction pacifique, pour irriguer les déserts et créer des possibilités de vie toujours nouvelles là où l'homme n'avait jamais mis le pied. La presse américaine a essayé de passer ces

<sup>18</sup> Voir, dans le numéro du 3 mai 1947, l'article de Robert de Vore intitulé : *Passport to the Golden Age*.

<sup>19</sup> Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale. Quatrième session, Commission politique spéciale, 33ème séance*.

déclarations sous silence ou d'en fausser le sens. Aujourd'hui même, à l'Assemblée générale, Sir Gladwyn Jebb, représentant du Royaume-Uni, a essayé d'exercer son ironie au sujet de cette déclaration. Cela était bien peu intelligent, et d'ailleurs ne correspondait pas à la réalité, car le représentant du Royaume-Uni s'exprimait contre l'emploi de l'énergie atomique à des fins pacifiques.

129. Les partisans de la bombe atomique ont donc peur de la vérité, même en matière scientifique. Les déclarations de certains savants étrangers, ainsi que de certains diplomates, d'après lesquelles il ne serait pas utile d'employer l'énergie atomique dans la production pacifique reposent sur une falsification éhontée de la réalité. Elles tendent à convaincre les profanes qu'il est nécessaire de se préparer à la guerre et à justifier la production massive de superbombes. On comprend donc leur désir d'atténuer l'impression qu'ont créée les succès obtenus dans tous les domaines par la science soviétique.

130. Les représentants des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de la France, du Canada et d'autres pays ont déclaré publiquement, à maintes reprises, que l'échec des très importantes négociations qui portaient sur l'énergie atomique devait être imputé uniquement à la délégation de l'Union soviétique, dont les propositions relatives au contrôle n'offraient de solution que sur le papier. Ils déclarent — et c'est là une calomnie — que le Gouvernement de l'Union soviétique tient avant tout au maintien de sa souveraineté et qu'il se refuse à accepter toute mesure qui puisse porter atteinte à une souveraineté illimitée. Ils prétendent également que, si les Etats-Unis se fiaient à cette garantie purement illusoire, leur sécurité serait gravement compromise. Sans un système rigoureux de contrôle international, la conclusion d'une simple convention sur l'interdiction de l'arme atomique risque d'inspirer aux peuples un sentiment de fausse sécurité.

131. M. Vychinsky, chef de la délégation de l'Union soviétique, a analysé d'une façon complète et approfondie, dans le discours circonstancié qu'il a prononcé à la séance d'hier [321ème séance], la question dont l'Assemblée est saisie. Il a répondu d'une façon complète aux accusations portées contre l'Union soviétique; je me dispenserai donc de répéter ses arguments et de reprendre encore une fois cette question en détail.

132. L'Assemblée doit examiner le projet de résolution [A/1668 et Corr.1] que lui ont présenté les délégations de l'Australie, du Canada, de l'Equateur, des Etats-Unis, de la France, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de la Turquie; ce texte propose de créer un comité composé de représentants de douze Etats en vue d'élaborer et de présenter à la sixième session de l'Assemblée générale des propositions relatives à l'énergie atomique.

133. Les auteurs de ce projet de résolution semblent estimer que l'on pourra résoudre le problème de l'énergie atomique en faisant fusionner la Commission de l'énergie atomique et la Commission des armements de type classique. Ce projet de résolution est une espèce de paratonnerre, qui doit neutraliser la proposition de l'Union soviétique tendant à l'élaboration d'une convention en vue d'interdire les armes atomi-

ques et d'instituer un strict contrôle international pour assurer une exécution rigoureuse de cette interdiction. Les auteurs du projet de résolution, qui ne sont pas sûrs d'avoir l'appui de leurs peuples, fondent tous leurs calculs sur la bombe atomique, sur l'utilisation de l'énergie atomique en vue de destructions effroyables et de l'extermination de millions d'êtres humains.

134. Aucun homme honnête, quel que soit le pays où il se trouve, ne peut nier que le problème dont nous sommes saisis, concernant l'interdiction de l'arme atomique et l'institution d'un strict contrôle international sur l'application rigoureuse et inconditionnelle de cette interdiction, présente une grande importance pour le maintien de la paix et de la sécurité, pour la consolidation et le développement des rapports pacifiques entre les Etats et pour la coopération entre les divers Etats en vue de la solution des problèmes internationaux litigieux.

135. La proposition de la délégation de l'Union soviétique [A/1676] tendant à l'élaboration immédiate de conventions sur l'interdiction inconditionnelle de l'arme atomique et l'établissement simultané d'un strict contrôle international a été chaleureusement accueillie par des centaines de millions de partisans de la paix dans tous les pays du monde. Les peuples pacifiques ne peuvent se résigner à la menace de l'emploi de l'arme atomique, qui est une arme d'agression et un moyen inhumain de destruction massive et d'extermination des populations civiles.

136. Pour toutes ces raisons, vu les buts et les objectifs de l'Organisation des Nations Unies, vu la volonté des peuples que nous représentons au sein de l'Assemblée, nous sommes tenus d'adopter enfin une résolution invitant la Commission de l'énergie atomique de l'Organisation des Nations Unies à reprendre ses travaux et à procéder sans délai à l'élaboration d'un projet de convention relative à l'interdiction inconditionnelle de l'arme atomique, ainsi que d'un projet de convention relative au contrôle international de l'énergie atomique, étant entendu que ces deux conventions seront conclues et mises en vigueur simultanément. Ces projets de convention devront être présentés au Conseil de sécurité le 1er juin 1951 au plus tard.

137. En prenant cette décision, nous arracherons aux partisans fanatiques de la guerre atomique cette arme effroyable. Nous libérerons l'humanité de la crainte d'une extermination massive. Nous ferons échouer les plans de ceux qui incitent à une nouvelle guerre.

138. La délégation de la RSS de Biélorussie demande aux délégations ici présentes d'adopter le projet de résolution de l'Union soviétique.

139. Le PRESIDENT: La liste des orateurs est épuisée. Si personne ne demande la parole, nous allons passer au vote.

140. L'Assemblée générale est saisie de deux projets de résolution. Le premier [A/1668 et Corr.1] a été présenté par l'Australie, le Canada, l'Equateur, les Etats-Unis, la France, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Turquie. Le deuxième projet de résolution [A/1676] a été présenté par l'Union soviétique.

141. Je mets aux voix le premier projet de résolution [A/1668 et Corr.1]. La délégation du Chili a demandé l'appel nominal.

*Il est procédé au vote par appel nominal.*

*L'appel commence par la Yougoslavie, dont le nom est tiré au sort par le Président.*

*Votent pour:* Afghanistan, Argentine, Australie, Belgique, Bolivie, Brésil, Birmanie, Canada, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Danemark, République Dominicaine, Equateur, Egypte, Salvador, Éthiopie, France, Grèce, Guatemala, Islande, Inde, Iran, Irak, Israël, Liban, Libéria, Mexique, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Norvège, Panama, Paraguay, Philippines, Arabie saoudite, Suède, Syrie, Thaïlande, Turquie, Union Sud-Africaine, Royaume-Uni de Grande-Bre-

tagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela, Yémen.

*Votent contre:* République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchécoslovaquie, Pologne, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques.

*S'abstiennent:* Yougoslavie, Indonésie, Pakistan.

*Par 47 voix contre 5, avec 3 abstentions, le projet de résolution est adopté.*

142. Le PRESIDENT: Je mets aux voix le projet de résolution de l'Union soviétique [A/1676].

*Par 32 voix contre 5, avec 16 abstentions, le projet de résolution est rejeté.*

*La séance est levée à 17 h. 25.*